



Message 2017-DSJ-150

16 décembre 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement de 27 659 400 francs pour la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026, qui comprend une extension du Pavillon, la construction des ateliers sécurisés, la création d'un centre médical et une rénovation et adaptation du Bâtiment cellulaire.

Ce message comprend les chapitres suivants:

1. Introduction	2
2. Contexte	2
2.1 Description des infrastructures actuelles et futures	2
2.2 Rappel de la stratégie globale en matière de constructions pénitentiaires	2
2.3 Nécessité de la concrétisation de cette première étape	2
3. Etudes préliminaires	3
4. Description des projets	3
4.1 Construction de l'extension du Pavillon	3
4.2 Constructions des ateliers sécurisés	3
4.3 Construction du Centre médical	4
4.4 Adaptation et rénovation du Bâtiment Cellulaire	4
4.5 Energie et installations techniques	5
4.6 Caractéristique du sol	5
4.7 Structure et matériaux	5
5. Estimation des coûts et financement	5
5.1 Devis pour la construction	5
5.2 Coûts annexes	6
5.3 Coût total	6
5.4 Financement	6
5.5 Evolution des coûts	7
6. Conséquences financières	7
7. Calendrier et procédure d'exécution	8
8. Référendum et autres conséquences	8
9. Conclusion	9

1. Introduction

Pour répondre aux besoins des autorités d'exécution des sanctions pénales, pour renforcer la sécurité et optimiser la gestion du site de Bellechasse, le Grand Conseil a accepté le 17 juin 2016 un crédit d'étude¹ pour la réalisation de la première partie de la planification pénitentiaire 2016–2026². Cette étude comprenait une adaptation et une extension du Pavillon, la création d'ateliers sécurisés pour les personnes détenues en régime fermé et l'édification d'un centre médical pour tout le site de Bellechasse. Au terme des travaux de développement, le Conseil d'Etat est en mesure de présenter un crédit d'engagement dont l'étendue a dû être en partie adaptée, comme cela sera expliqué ci-dessous (cf. point 3).

2. Contexte

2.1. Description des infrastructures actuelles et futures

Depuis le 1^{er} janvier 2018, conformément à la loi du 7 octobre 2016 sur l'exécution des peines et des mesures³, le site de Bellechasse fait partie de l'Etablissement de détention fribourgeois, nouvelle entité autonome qui réunit les anciens Etablissements de Bellechasse et la Prison centrale. Cette réunion permet ainsi une gestion globale des 300 places de détention que compte actuellement le canton de Fribourg. Pour rappel, Bellechasse est un établissement ouvert et dispose actuellement de 40 places pour l'exécution anticipée des peines, 60 places pour l'exécution de sanctions pénales en régime fermé, 100 places pour l'exécution des sanctions pénales en régime ouvert, dont 20 se trouvent sur le site de la Sapinière, à 3 kilomètres des bâtiments principaux. La Prison centrale offre quant à elle actuellement 60 places de détention avant jugement, 15 places pour l'exécution de peines privatives de liberté, 20 places pour la semi-détention et le travail externe et enfin 5 places pour la détention administrative. Pour l'encadrement de ces 300 détenus, l'EDFR dispose de 178.84 EPT (139.44 EPT sur le site de Bellechasse et 39.4 EPT sur le site de la Prison centrale).

2.2. Rappel de la stratégie globale en matière de constructions pénitentiaires

Fin 2015, le Conseil d'Etat a adopté une première stratégie en matière d'infrastructures pénitentiaires⁴. En plus de l'extension du site de Bellechasse, objet du présent crédit d'engagement, il était prévu dans un second temps de créer une unité thérapeutique sur le site de Bellechasse, le remplacement de la Prison centrale étant annoncé comme le troisième investissement.

Cependant, suite à l'évasion de la Prison centrale notamment et à l'analyse d'un expert qui s'en est suivie, il est apparu que cet établissement de détention avant jugement devait être fermé plus rapidement qu'envisagé.

Le Conseil d'Etat a dès lors procédé à une révision de la planification pénitentiaire 2016–2026⁵ dont le Grand Conseil a pris acte le 12 septembre 2019. Dans les grandes lignes, cette nouvelle stratégie confirme la nécessité de construire en première priorité l'extension du Pavillon, les ateliers sécurisés ainsi que le Centre médical. La fermeture de la Prison centrale est cependant devenue plus urgente par rapport à la création d'une unité thérapeutique. Cependant, des mesures seront prises rapidement pour augmenter les soins thérapeutiques fournis aux personnes en exécution d'une mesure.

2.3. Nécessité de la concrétisation de cette première étape

La concrétisation des projets prévus comme première partie de la planification, objets du présent message, est nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du site de Bellechasse mais aussi pour répondre aux besoins de la chaîne pénale et à l'évolution de la population carcérale.

En effet, l'agrandissement du Pavillon, bâtiment destiné à l'exécution des peines dans le régime ouvert permettra de rapatrier les places actuellement sises à la Sapinière, bâtiment très vétuste qui ne correspond plus aux normes actuellement en vigueur, et de séparer strictement les régimes fermé et ouvert, qui sont actuellement mélangés dans le Bâtiment cellulaire.

Ce projet a aussi été salué et recommandé par la Commission nationale de prévention de la torture qui a jugé problématique, dans son rapport du 16 août 2018, la mixité des régimes dans un même bâtiment et ce pour des questions sécuritaires et de réinsertion sociale.

En outre, pour occuper les 40 détenus en régime fermé qui remplaceront les détenus en régime ouvert dans le Bâtiment cellulaire, il est nécessaire de construire des ateliers sécurisés.

Par ailleurs, au regard de l'évolution significative de la population carcérale de ces dernières années, la prise en charge des personnes détenues est devenue plus exigeante tant au niveau sécuritaire que médical. Or les locaux actuels dédiés au service médical ont atteint leurs limites maximales. Dès lors, il est primordial de prévoir une nouvelle infrastructure dotée d'une plus grande capacité d'accueil afin que le personnel soignant puisse prodiguer des soins dans des conditions normales et sûres. Ces infrastructures sont également nécessaires pour améliorer, sans attendre la création d'une unité thérapeutique, la prise en charge des personnes détenues en exécution d'une mesure thérapeutique institutionnelle au sens de l'article 59 CP.

¹ Bulletin officiel des séances du Grand Conseil, 17 juin 2016, pp. 1743–1748

² Rapport du 14 décembre 2015 sur la planification pénitentiaire 2016–2026 (2015-DSJ-265)

³ Loi du 7 octobre 2016 sur l'exécution des peines et des mesures (LEPM; RSF 340.1)

⁴ Rapport du 14 décembre 2015 sur la planification pénitentiaire 2016–2026 (2015-DSJ-265)

⁵ Rapport sur la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026, 2019-DSJ-95

Grâce à ce décret, le site de Bellechasse disposera à termes d'un bâtiment ouvert de 100 places, le Pavillon, et un bâtiment fermé de 100 places également, pour l'exécution des peines en milieu fermé et l'exécution anticipée de peine. Sur ce quota, un secteur de 5 places sera spécialement aménagé comme zone tampon, pour les personnes détenues qui nécessitent une prise en charge spéciale mieux sécurisée ou séparée en attente d'un placement dans un autre établissement approprié. Le bâtiment cellulaire de la Sapinière sera quant à lui détruit et le bâtiment actuel des EAP qui comporte 40 places pourra être réaffecté pour la détention avant jugement.

3. Etudes préliminaires

Pour rappel, le 17 juin 2016, le Grand Conseil a adopté à l'unanimité sans abstention un crédit d'étude de 1 550 000 francs¹.

Pour la mise en œuvre des études préliminaires, la Direction de la sécurité et de la justice a présidé un Comité de pilotage constitué de représentants des utilisateurs, de la Direction de la santé et des affaires sociales, du Service des bâtiments et de l'Office fédéral de la justice. Avec l'appui du bureau d'architectes LZA architectes SA, auteur du projet du bâtiment d'exécution anticipée des peines (EAP), ainsi que les bureaux d'ingénieurs spécialisés en génie civil, en électricité, en chauffage-ventilation, en sanitaire, et en protection incendie qui ont été mandatés, le projet définitif et le devis détaillé ont pu être développés et établis.

Pour rappel, le crédit d'étude voté en juin 2016 par le Grand Conseil prévoyait également des travaux de transformation de la cuisine actuelle du site de Bellechasse, afin que celle-ci puisse être mise en conformité et absorber les repas journaliers supplémentaires. Toutefois, suite au développement du projet, les coûts estimatifs des travaux ont triplé, les difficultés techniques étant beaucoup plus importantes que prévu. Par ailleurs, compte tenu de l'accélération des réflexions sur l'avenir de la Prison centrale, il a été jugé plus judicieux de renoncer dans le cadre de ce crédit d'engagement, à de lourdes rénovations coûteuses dont le résultat était en outre une infrastructure moyennement fonctionnelle. La construction d'une nouvelle cuisine complètement adaptée dans un nouveau bâtiment ne devant pas être plus onéreux qu'une rénovation, il a été décidé que le remplacement de la cuisine actuelle serait dès lors intégré au crédit d'étude qui porte sur la fermeture de la Prison centrale (cf. crédit d'étude relatif à la concrétisation de la deuxième étape de la planification pénitentiaire 2016–2026).

Cela étant, les travaux d'adaptation du Bâtiment cellulaire et la mise en conformité de la téléphonie et de la radio pour tout le site de Bellechasse n'étaient au contraire pas prévus dans le cadre du crédit d'étude. Au lieu de financer ces dépenses dans le cadre du budget de fonctionnement annuel,

le Conseil d'Etat a décidé de profiter d'intégrer ces dépenses conséquentes dans le présent crédit cadre d'investissement (cf. point 4.4).

Enfin, compte tenu de la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026, le bâtiment des EAP pourra être à l'avenir consacré principalement à la détention avant jugement, dans la mesure où il n'est pas nécessaire d'augmenter la capacité de détention globale dans notre canton. Cela implique un remboursement partiel de la subvention que le canton avait alors reçu de la Confédération (cf. point 5.1).

4. Description des projets

4.1. Construction de l'extension du Pavillon

Ce deuxième volet est destiné à la création d'une nouvelle aile, perpendiculaire au bâtiment existant, composée de 66 cellules, dont une cellule spécialement aménagée pour une personne handicapée, et d'un local commun de réunion. Pour permettre une liaison optimale entre les cellules du Pavillon existant et la nouvelle aile, 6 cellules existantes devront être supprimées, raison pour laquelle l'extension prévoit finalement un total de 66 cellules au lieu des 60 initialement prévues. De plus, dans un souci de sécurité technique et pour répondre aux normes actuellement en vigueur, un accès à la toiture par l'intermédiaire d'un escalier de service doit être organisé. Le projet de construction des nouvelles places de détention du Pavillon est constitué d'un corridor central avec des cellules de part et d'autre. La simplicité de cette organisation réalisée dans le prolongement du bâtiment existant laisse entrevoir un projet très rationnel permettant de limiter l'investissement nécessaire à sa construction. La réalisation de douches et de vestiaires, pour les personnes détenues terminant leur travail, est également prévue.

Par ailleurs, à côté du Pavillon sera érigé un bâtiment d'accueil indépendant qui regroupera le réfectoire, l'accueil et les parloirs, pour les détenus en régime ouvert. Cette distinction s'inscrit dans une volonté de sensibilisation des personnes qui bénéficient de conditions de détention plus souples. Les personnes détenues du Pavillon pourront ainsi se rendre au réfectoire par un accès indépendant.

4.2. Constructions des ateliers sécurisés

Le projet prévoit la création d'ateliers sécurisés destinés à offrir 50 places de travail pour le régime fermé. Il s'agit de 40 nouvelles places pour les personnes détenues supplémentaires en régime fermé ou exécution anticipée de peine dans le bâtiment cellulaire et du remplacement de 10 autres places de travail supprimées dans le cadre du réaménagement. En effet, afin d'éviter le mélange des personnes détenues pour des raisons organisationnelles et sécuritaires, une cour de promenade doit être créée à la place de l'actuel ate-

¹ Bulletin officiel des séances du Grand Conseil, 16 juin 2016, p. 1748.

lier «bougies» dans lequel 10 personnes détenues travaillent. Cela dit, les nouveaux ateliers seront organisés sous la forme d'une grande halle divisible en trois parties avec des entrées indépendantes. Cette halle sera également composée d'une galerie ouverte abritant des locaux pour le personnel ainsi que des surfaces destinées à l'entreposage de matériel. Par ailleurs, la hauteur de la halle est dimensionnée de manière à permettre l'installation d'un nouveau pont roulant, ce qui permettra une utilisation polyvalente des ateliers.

4.3. Construction du Centre médical

Le projet prévoit la création d'un Centre médical dans un nouveau bâtiment indépendant adjacent à celui actuellement réservé aux exécutions anticipées de peines. La solution d'un centre médical indépendant a pour avantage de créer un seul lieu de consultation médicale pour tous les détenus en exécution d'une sanction pénale sur le site de Bellechasse.

Ce bâtiment comportera notamment deux salles d'attentes pour séparer les personnes détenues en fonction de leur régime, ce qui limitera les risques de trafic et de collusion, ainsi qu'une salle de surveillance médicale pour placer les personnes détenues quelques heures avant un éventuel placement en centre hospitalier. Pour les consultations proprement dites, les médecins somaticiens disposeront d'une salle, d'un cabinet de physiothérapie, et d'un local pour les traitements dentaires urgents. Trois locaux seront dédiés à la prise en charge psychiatrique et psychologique. En plus d'un local de pharmacie, ce nouveau Centre comportera un bureau pour la distribution des médicaments en-dehors des traitements fixes et pour des consultations par le personnel infirmier (bobologie, demandes d'éclaircissements sur des traitements, demandes de rendez-vous médicaux, etc.). Un laboratoire pour les analyses de base (sang et urine) et une salle prévue pour la radiologie, installations présentes dans la plupart des établissements, complètent ce programme des locaux. L'acquisition d'un appareil de radiographie, dont le financement est intégré dans ce crédit d'engagement, permettra de diminuer le nombre de transports médicaux à l'extérieur de Bellechasse. Enfin, un ascenseur permettra l'évacuation de blessés sur une civière vers les ambulances.

La circulation et l'accès des personnes détenues entre les différents bâtiments cellulaires et cette nouvelle bâtisse se feront par le couloir de liaison sous-terrain existant, qui sera prolongé. La configuration du sous-sol de ce Centre qui sera finalement entièrement excavé en prévision d'une future extension, est prévue de façon à ne pas entraver d'éventuelles connexions qui pourraient être réalisées ultérieurement.

Les locaux de l'actuel service médical continueront à servir en partie pour les besoins médicaux des personnes détenues dans le Bâtiment cellulaire. Ainsi, un local pour les consultations de base (pansement, prise de sang, conseil médicaux), continuera d'être exploité par les infirmiers pour le premier

tri des demandes des personnes détenues dans le Bâtiment cellulaire, à l'instar de ce qui existe dans les autres bâtiments. Une autre salle sera dédiée au stockage et à la gestion des médicaments des semainiers contenus dans les chariots de distribution. Enfin, un local sera consacré aux consultations psychiatriques d'urgence, en cas de crise de la personne détenue et aux thérapies de groupe, ce qui permettra d'améliorer en particulier la prise en charge des personnes sous mesures thérapeutiques. Pour finir, une salle sera équipée pour le lavage, le stockage et la distribution de nourriture au bain-marie, avec l'installation d'un self-service.

Par ailleurs, si le projet de déménagement de la Prison centrale se concrétise comme envisagé sur le site de Bellechasse, les locaux prévus pour ce Centre médical n'auront pas besoin d'être adaptés. Il est en effet prévu que les locaux soient utilisés par les détenus avant jugement seulement pour les interventions particulières (notamment dentiste ou radiographie). Pour répondre aux besoins particuliers des personnes qui sont en principe nouvellement incarcérées de manière subite, un local médical propre sera en effet nécessaire au sein même des nouveaux locaux, comme c'est le cas actuellement à la Prison centrale (cf. crédit d'étude en vue de la réalisation de la deuxième partie de la planification pénitentiaire 2016-2026).

4.4. Adaptation et rénovation du Bâtiment Cellulaire

Comme indiqué ci-dessus (cf. point 3), bien que cela ne fût pas prévu au stade du crédit d'étude, il convient également de profiter du présent crédit d'engagement sollicité pour moderniser le bâtiment cellulaire et effectuer des travaux d'entretien nécessaires mais relativement lourds.

En effet, durant ces dernières années, seules les cellules du troisième et quatrième étage de ce bâtiment ont fait l'objet de rénovations. Les autres parties dudit bâtiment commencent aujourd'hui à démontrer des signes de vieillesse, voire de vétusté qui rendent des travaux impératifs.

Les douches doivent ainsi être modernisées, puisque leur configuration ne permet pas d'y installer des ventilations et engendre d'importantes moisissures. De plus, leur nombre ainsi que leur taille ne répondent plus aux normes fixées par l'Office fédéral de la Justice.

L'ascenseur actuel ne correspond également plus aux standards de sécurité. Les coûts d'entretien annuel et d'investissements futurs étant très élevés, la construction d'un nouvel ascenseur constitue la meilleure solution. Cela permettra en plus de l'agrandir, afin de pouvoir y transporter une personne blessée sur un brancard.

En outre, dans le but d'éviter un fort gaspillage alimentaire, un nouveau concept de distribution des repas a été développé. Ce dernier prévoit une distribution des repas de manière

individuelle par le biais d'un local de régénération des repas. Cela exigera quelques adaptations du bâtiment.

Par ailleurs, pour améliorer la sécurité de ce bâtiment qui accueillera davantage de détenus en milieu fermé, y compris ceux en exécution anticipée de peines, il convient d'installer une surveillance des façades par laser avec alerte immédiate à la centrale. Cette solution est la meilleure tant au niveau de la mise en œuvre pratique du dispositif que des coûts d'investissement.

Face à l'augmentation du nombre de places en secteur fermé, les possibilités de formation pour les détenus devront être augmentées et un nouveau local de formation devra ainsi être aménagé.

En outre, il est nécessaire de revoir l'emplacement des cellules spéciales. Concrètement, il importe de déplacer une des deux cellules «médicales»¹ actuelles ainsi que la cellule pour les personnes handicapées à un endroit plus propice qui permette un isolement des détenus. Il s'agira enfin de réaffecter quelques cellules triples en cellules individuelles et doubles adaptées aux cas nécessitant une surveillance contre les suicides et aux très courtes peines. Toutes ces transformations permettront de faciliter la gestion des détenus. Grâce aux adaptations de l'espace précitées, deux vestiaires pourront par la suite être créés.

Enfin, il convient d'ajouter dans les coûts de ce projet un montant de 575 000 francs pour l'acquisition d'un nouveau système de radios et téléphonie pour le personnel et la migration de l'interphonie du Bâtiment cellulaire. Le système actuel est arrivé à ses limites, des communications directes ne pouvant par exemple pas être établies dans des situations pourtant d'urgence. En outre, les anciens téléphones ne peuvent plus être réparés, alors que plusieurs générations d'appareils coexistent déjà, ce qui est difficile à gérer.

4.5. Energie et installations techniques

Tout le site de Bellechasse bénéficie déjà d'un système de production de chaleur au bois permettant au pénitencier d'utiliser une matière première locale à moindre coût. En ce qui concerne les trois nouveaux projets du présent message, à savoir l'extension du Pavillon, le Centre médical et les ateliers sécurisés, ils doivent faire l'objet d'un raccordement au chauffage à distance existant. Ce réseau de chauffage est complété lors de chaque intervention de manière à conserver une certaine flexibilité nécessaire pour intégrer des projets de construction en fonction des besoins. Les projets présentés dans le présent message tendent à répondre au standard Minergie P en matière de consommation énergétique. Chaque projet est équipé d'une sous-station de production de chaleur

¹ A l'avenir, une seule cellule médicale sera encore nécessaire. Il s'agit d'une cellule spéciale qui permet d'isoler un détenu malade qui a simplement besoin de davantage de surveillance par le personnel pénitentiaire.

afin de lui permettre de gérer sa consommation nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude. A l'intérieur des bâtiments, la conception des installations techniques de distribution de chaleur, de ventilation contrôlée, des installations sanitaires et des installations électriques répond à des exigences élevées liées à la sécurité de l'établissement. Dans le cadre du projet d'installations électriques, le devis estimatif comprend la pose des panneaux photovoltaïques pour un montant total estimé à 600 000 francs.

4.6. Caractéristique du sol

L'étude géologique réalisée confirme la nature du sol, caractérisé par une capacité de portance faible, ainsi que la présence de deux nappes d'eaux souterraines. A l'instar de tous les bâtiments existants sur le site de Bellechasse, la réalisation de pieux s'avère nécessaire afin d'atteindre un sol plus dur et de répartir ainsi les charges uniformément.

4.7. Structure et matériaux

Le choix des matériaux met un accent particulier sur les aspects liés à la sécurité et à leur durabilité. Les principes structurels proposés sont simples et rationnels. Les murs et les dalles des cellules sont prévus en béton armé alors que les revêtements de sol sont en résine souple de type industrielle, pour garantir à la fois un entretien aisé et une bonne résistance à l'usage. Toutes les fenêtres soumises aux prescriptions de sécurité sont en acier et muni de grilles en acier, comme celles qui existent déjà. L'aménagement de faux-plafonds est limité aux espaces dont l'acoustique nécessite une attention particulière ainsi qu'aux parties spécifiques assurant la distribution des installations techniques de chauffage et de ventilation. En fonction des possibilités, les toitures des bâtiments sont végétalisées afin d'organiser la rétention des eaux de pluie.

5. Estimation des coûts et financement

5.1. Devis pour la construction

Dans sa globalité, les coûts totaux de l'extension du bâtiment existant du Pavillon, de la construction des ateliers sécurisés, du centre médical et de l'adaptation du Bâtiment cellulaire se montent à 34 427 400 francs.

Par ailleurs, il convient d'ajouter à ce montant des prestations de tiers pour la sécurisation du chantier estimées à 800 000 francs. En effet, durant la période des travaux, dans la mesure où le site sera toujours exploité, il sera nécessaire de faire appel à des prestations privées de tiers pour la sécurisation, ce qui représentera un coût d'environ 400 000 francs² par année, soit 800 000 francs au total durant la période des travaux, moyennant une petite réserve.

² Coûts estimés avec un tarif de 45 francs de l'heure, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Partant, le devis total, qui s'élève à 35 227 400 francs avec un degré de précision de +/- 15%, est détaillé comme suit:

> Extension du Pavillon	17 623 000 Frs
> Ateliers sécurisés	6 396 000 Frs
> Centre médical	7 033 000 Frs
> Adaptation et rénovation du Bâtiment cellulaire	3 375 400 Frs
> Prestations de tiers pour sécurisation du chantier	800 000 Frs
> Total	35 227 400 Frs

Le devis général pour l'ensemble de l'ouvrage se présente comme suit:

a) Extension du Pavillon

Code de Frais de Construction (CFC)

CFC 1 Travaux préparatoires	945 400 Frs
CFC 2 Bâtiment	13 629 400 Frs
CFC 3 Equipements d'exploitation	285 000 Frs
CFC 4 Aménagements extérieurs	732 100 Frs
CFC 5 Frais secondaires	381 100 Frs
CFC 6 Divers et imprévus	1 010 000 Frs
CFC 9 Ameublement	640 000 Frs

Devis de construction 17 623 000 Frs

b) Ateliers sécurisés

Code de Frais de Construction (CFC)

CFC 1 Travaux préparatoires	370 000 Frs
CFC 2 Bâtiment	4 234 000 Frs
CFC 3 Equipements d'exploitation	200 000 Frs
CFC 4 Aménagements extérieurs	972 000 Frs
CFC 5 Frais secondaires	215 000 Frs
CFC 6 Divers et imprévus	300 000 Frs
CFC 9 Ameublement	105 000 Frs

Devis de construction 6 396 000 Frs

c) Centre médical

Code de Frais de Construction (CFC)

CFC 1 Travaux préparatoires	343 200 Frs
CFC 2 Bâtiment	4 333 000 Frs
CFC 3 Equipements d'exploitation	685 000 Frs
CFC 4 Aménagements extérieurs	268 600 Frs
CFC 5 Frais secondaires	193 200 Frs
CFC 6 Divers et imprévus	350 000 Frs
CFC 9 Ameublement	860 000 Frs

Devis de construction 7 033 000 Frs

d) Adaptation et rénovation du bâtiment cellulaire

Code de Frais de Construction (CFC)

CFC 1 Travaux préparatoires	120 000 Frs
CFC 2 Bâtiment	2 222 000 Frs
CFC 3 Equipements d'exploitation	654 000 Frs
CFC 4 Aménagements extérieurs	0 Frs
CFC 5 Frais secondaires	62 000 Frs
CFC 6 Divers et imprévus	198 900 Frs
CFC 9 Ameublement	118 500 Frs

Devis de construction 3 375 400 Frs

5.2. Coûts annexes

Cela dit, en plus du devis pour la construction des différents bâtiments, il importe encore de prévoir dans le crédit d'engagement des montants supplémentaires pour d'une part, le remboursement d'une subvention à la Confédération et d'autre part, pour la destruction de la Sapinière.

En effet, la désaffectation du bâtiment des EAP pour l'exécution des sanctions pénales impliquera un remboursement de la subvention fédérale versée à la fin de la construction. Le montant a été évalué à 3.654 millions de francs¹.

La démolition du bâtiment de la Sapinière, qui pourra être désaffectée grâce à l'extension du Pavillon, engendrera quant à elle un coût supplémentaire estimé à 500 000 francs.

5.3. Coût total

Les devis de construction et les coûts annexes représentent un montant total de 39 381 400 francs, à savoir le devis de construction d'un montant de 35 227 400 francs, plus le remboursement de la subvention à la Confédération d'un montant de 3 654 000 francs et enfin la démolition de la Sapinière de 500 000 francs.

5.4. Financement

Ces investissements bénéficieront d'une subvention de la Confédération, conformément à l'Ordonnance du Département fédéral de justice et police sur les subventions de construction de la Confédération aux établissements d'exécution des peines et des mesures du 19 novembre 2011 (RS 341.14). Sur la base des coûts annoncés dans le cadre des projets tels que présentés dans ce message, l'Office fédéral de la

¹ La Confédération a versé une contribution totale de 6 089 571 francs au bâtiment du EAP. Si ce bâtiment est utilisé à d'autres fins, par exemple pour la détention avant jugement, la détention administrative, la contribution au bâtiment doit être remboursée pro rata temporis dans les 20 ans conformément à l'article 12 de la loi fédérale du 5 octobre 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (LPPM). La date du décompte final du 21.12.2016 est déterminante: à partir de cette date, la contribution à la construction est amortie de 5% par an.

justice estime que le montant accordé sera de 9 222 000 francs, ce qui correspond approximativement à 35% des frais reconnus¹. Ces informations ne garantissent toutefois pas l'octroi automatique d'une subvention fédérale. Le montant estimé de la subvention se base uniquement sur les chiffres fournis à ce stade du projet et peut en tout temps être modifié selon l'évolution du projet.

En outre, le coût total, estimé à 39 381 400 francs, comprend le crédit d'étude de 1 550 000 francs pour les études du projet, accordé par le Grand Conseil par décret du 17 juin 2016, ainsi que les travaux qui seront effectués par l'Etablissement de détention fribourgeois pour un montant équivalent à 950 000 francs.

Le crédit cadre global pour la réalisation de tout le programme se monte ainsi au final à 27 659 400 francs:

Coût total	39 381 400 Frs
Crédit d'étude accordé par le Grand Conseil le 17 juin 2016	- 1 550 000 Frs
Subventions de la Confédération	- 9 222 000 Frs
<hr/>	
Travaux réalisés par Bellechasse	- 950 000 Frs
Crédit d'engagement:	27 659 400 Frs

5.5. Evolution des coûts

Au moment de l'octroi du crédit d'étude, la première estimation des coûts globaux, avec le projet de rénovation de cuisine mais sans l'adaptation et rénovation du Bâtiment cellulaire et l'acquisition d'un nouveau système de téléphonie, se chiffrait à 20.75 millions de francs sur la base d'un schéma de fonctionnement et d'implantation. Le développement du projet avec les différents responsables des secteurs du site de Bellechasse ainsi qu'avec l'appui des ingénieurs spécialisés ont permis de mieux cibler les coûts. L'impact des projets sur le réseau des infrastructures souterraines existantes, ainsi que les transformations liées aux différentes connexions des projets avec les bâtiments existants expliquent pour une part l'augmentation du devis. Malgré cette augmentation du devis estimatif, l'Office fédéral de la justice relève toujours que selon son système forfaitaire de subventionnement, les coûts cumulés des différents projets constituent un bon rapport prix/prestations.

En outre, dans la mesure où il est finalement renoncé à augmenter à terme la capacité en exécution de peine dans le canton, Fribourg devra rembourser une subvention d'un montant de 3.654 millions de francs à la Confédération en lien avec les EAP, ce qui n'était pas prévu en 2016.

Par ailleurs, le projet a évolué pour tenir compte des réalisations futures projetées sur le site de Bellechasse, en particulier l'excavation totale du centre médical (pour un montant supplémentaire de 373 500 francs), ou encore l'aménagement des canalisations pour absorber une extension ultérieure. Comme déjà indiqué, il est toutefois renoncé à rénover l'actuelle cuisine (cf. point 3), les coûts de la création d'un pôle alimentaire seront évalués dans le cadre du crédit d'étude pour le remplacement de la Prison centrale (cf. message sur le crédit d'étude relatif à la concrétisation de la deuxième étape de la planification pénitentiaire 2016–2026). Enfin, le financement du nouveau système de téléphonie et la rénovation et adaptation du Bâtiment cellulaire est désormais prévu dans ce crédit d'engagement, à savoir pour un montant de 3.375 millions de francs supplémentaires.

En outre, un montant de 800 000 francs pour la sécurisation du chantier (cf. point 5.1) a également été ajouté dans ce crédit d'investissement, ce qui n'était également pas prévu dans un premier temps. Cela est cependant nécessaire dans la mesure où le site devra rester en fonction durant la réalisation des projets.

6. Conséquences financières

En l'état, au niveau des coûts d'exploitation, ces nouvelles constructions sur le site de Bellechasse n'engendreront pas de dépenses supplémentaires significatives sur le long terme, compte tenu de l'absence de détenus supplémentaires. Le personnel disposera cependant d'infrastructures mieux adaptées. Avec les nouveaux ateliers, l'EDFR commandera davantage de matières premières, pour lesquelles les dépenses devront être compensées par des rentrées financières supplémentaires. Au niveau de l'exploitation, la «facility management» sera assurée par l'effectif actuel.

En outre, un montant de 250 000 francs pour des prestations de tiers servant jusqu'à présent à assurer la surveillance de la Sapinière pourra être économisé et ceci dès la désaffectation du bâtiment. En outre, les charges de fonctionnement de la Sapinière qui seront économisées compenseront les charges supplémentaires liées à l'extension du Pavillon.

Cela dit, même si le projet d'unité thérapeutique est retardé, il importe d'améliorer sans attendre la prise en charge des personnes sous mesures au sens de l'article 59 CP qui sont déjà détenues sur le site de Bellechasse. Cela passe en particulier par une augmentation des prestations médicales offertes par le Réseau fribourgeois de santé mentale. Le contrat qui lie ce dernier avec l'EDFR est en cours de révision. En l'état, des ressources supplémentaires auprès du RFSM sont envisagées. Le financement devrait en être assumé par l'EDFR. Dans le même temps, une analyse est actuellement en cours auprès de la Direction de la sécurité et de la justice et de la Direction de la santé et des affaires sociales afin d'évaluer les possibilités de

¹ CFC 5 Frais secondaires, CFC 6 Divers et imprévus et CFC 9 Ameublement ne sont pas pris en considération par la Confédération pour le calcul de la subvention. Par ailleurs, certains éléments sont subventionnés de manière forfaitaire.

limiter au maximum les placements dans des établissements spécialisés extra-cantonaux (notamment pour les personnes condamnées à une mesure pénale au sens des art. 56 ss CP). Dans la mesure où ces placements sont extrêmement onéreux¹, il s'agit de déterminer dans quelle mesure et à quels coûts, une telle prise en charge particulièrement pointue pourrait être assurée, dans la mesure du possible, sur territoire fribourgeois. Dans ce contexte, les aspects sécuritaires et l'offre des prestations fournies par le RFSM sont examinés.

7. Calendrier et procédure d'exécution

Pour concrétiser ce projet très attendu pour lequel le Grand Conseil avait octroyé un crédit d'étude de 1 550 000 francs, l'Etat a lancé une procédure d'appel d'offres en procédure ouverte dans l'optique de pouvoir réaliser les projets de construction en entreprise totale, à l'exception de l'adaptation du Bâtiment cellulaire. Si cette procédure a permis de confirmer l'estimation des coûts de l'architecte, elle n'a toutefois pas permis de conclure un contrat d'adjudication en vue de la réalisation, la seule entreprise ayant pu postuler dans les délais octroyés, n'ayant ni l'expérience ni les compétences nécessaires pour assumer des travaux de cette ampleur et difficulté. Désormais, il est ainsi prévu de mettre en œuvre une procédure de gré à gré exceptionnel pour confier l'exécution de ces travaux en entreprise totale à une société expérimentée en matière de constructions pénitentiaires. En outre, les projets d'extensions du Pavillon et du centre médical ont parallèlement déjà fait

l'objet d'une demande préalable avec comme objectif l'obtention des permis de construire dans le courant du 1^{er} trimestre 2020. Cela étant précisé, sous réserve de l'obtention du crédit d'engagement, du bon déroulement de la procédure d'adjudication des travaux, des demandes d'autorisation et de la délivrance du permis de construire, les travaux devraient durer un minimum de 20 mois, soit entre août 2021 et mars 2023.

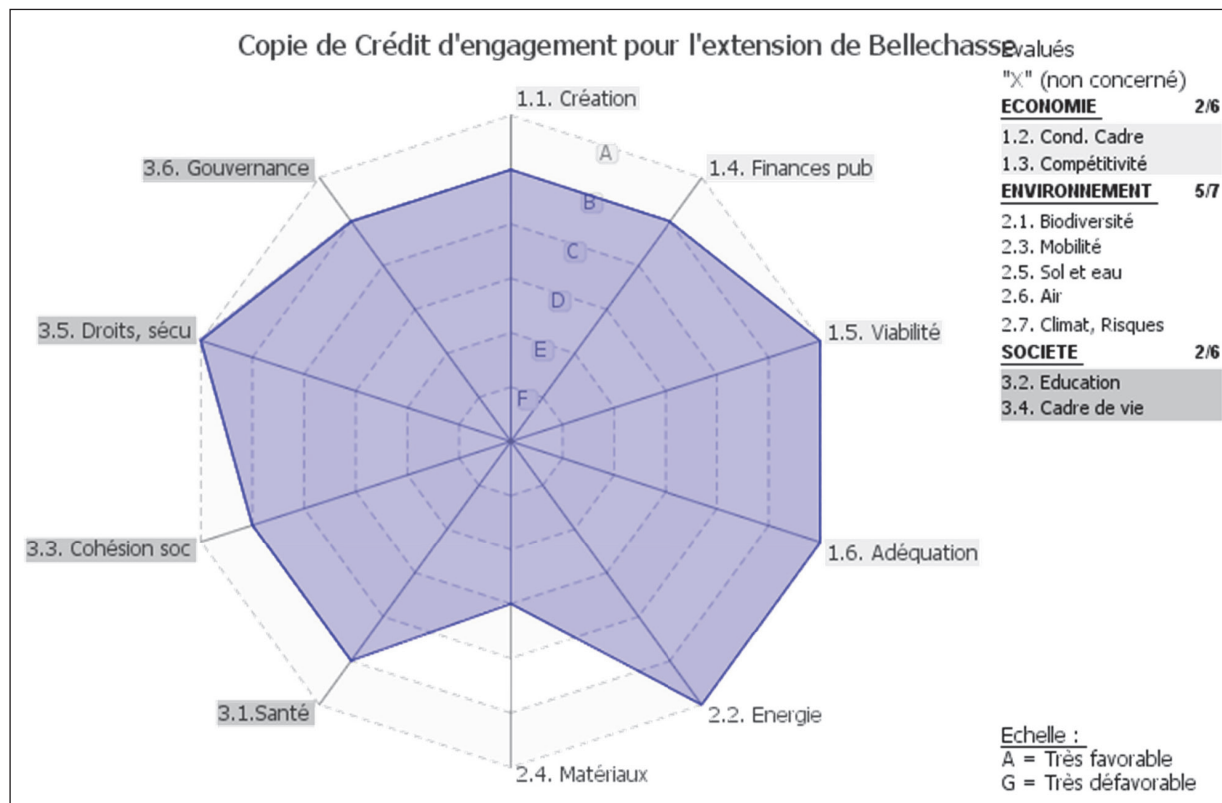
8. Référendum et autres conséquences

Le crédit d'engagement, qui est présenté séparément du crédit d'étude portant sur le remplacement de la Prison centrale, puisque ces deux objets visent des objectifs distincts, dépasse la limite prévue par l'article 46 de la Constitution (¼% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat) et sera soumis au référendum financier facultatif.

Enfin, compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil.

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes et ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union européenne.

L'examen de la durabilité effectué sur les critères pertinents de l'évaluation Boussole21 amène à un résultat très favorable du projet de construction.



¹ Un détenu en exécution d'une mesure thérapeutique coûtera en principe, dès 2021, 478 150 francs par année à Curabilis.

9. Conclusion

Le projet présenté dans ce message est le fruit de plus de quatre ans de réflexion et de travaux. Le Conseil d'Etat en fait dès lors une priorité. Cette extension est en adéquation avec l'évolution de la population carcérale dans le canton de Fribourg. De plus, la création d'un Centre médical dans un bâtiment indépendant garantira une prise en charge efficiente dans des conditions adéquates et sûres. La nécessité du projet tel qu'il apparaît rend le coût de l'investissement financier acceptable, compte tenu des subventions fédérales ainsi que des travaux réalisables par l'Etablissement de détention fribourgeois. Dès lors, le Conseil d'Etat vous invite à adopter le présent projet de décret.

Annexes

- 1. Plans
- 2. Tableau des coûts
- 3. Rapport Boussole 21



Botschaft 2017-DSJ-150

16. Dezember 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

Hiermit unterbreiten wir Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 27 659 400 Franken für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026, die eine Erweiterung des Pavillons, den Bau von gesicherten Werkstätten, die Schaffung eines Gesundheitszentrums und die Renovation und Anpassung des heutigen Zellentrakts umfasst.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung	11
2. Ausgangslage	11
2.1. Beschreibung der aktuellen und zukünftigen Infrastruktur	11
2.2. Gesamtstrategie für die Bauvorhaben im Justizvollzug	11
2.3. Konkretisierung der ersten Etappe notwendig	11
3. Vorstudien	12
4. Projektbeschreibung	12
4.1. Bau der Pavillonerweiterung	12
4.2. Bau der gesicherten Werkstätten	13
4.3. Bau des Gesundheitszentrums	13
4.4. Renovation und Anpassung des Zellentrakts	14
4.5. Energieversorgung und technische Anlagen	14
4.6. Bodenbeschaffenheit	14
4.7. Struktur und Materialien	15
5. Kostenschätzung und Finanzierung	15
5.1. Voranschlag für die Bauarbeiten	15
5.2. Baunebenkosten	16
5.3. Gesamtkosten	16
5.4. Finanzierung	16
5.5. Kostenentwicklung	16
6. Finanzielle Auswirkungen	17
7. Zeitplan und Umsetzungsprozess	17
8. Referendum und weitere Auswirkungen	17
9. Fazit	18

1. Einleitung

Um auf die Bedürfnisse der Vollzugsbehörden zu reagieren sowie um die Sicherheit des Standorts Bellechasse zu verbessern und seinen Betrieb zu optimieren, genehmigte der Grosse Rat am 17. Juni 2016 einen Studienkredit¹ für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026². Die Vorstudie umfasst eine Anpassung und Erweiterung des Pavillons, die Schaffung von gesicherten Werkstätten für die Gefangenen im geschlossenen Vollzug und den Bau eines Gesundheitszentrums für den gesamten Standort Bellechasse. Nach Abschluss dieser Entwicklungsarbeiten ist der Staatsrat nun in der Lage, einen Verpflichtungskredit mit teilweise geändertem Umfang vorzulegen, was weiter unten erläutert wird (s. Punkt 3).

2. Ausgangslage

2.1. Beschreibung der aktuellen und zukünftigen Infrastruktur

Seit 1. Januar 2018 ist der Standort Bellechasse gemäss dem Gesetz vom 7. Oktober 2016 über den Straf- und Massnahmenvollzug³ Teil der Freiburger Strafanstalt, einer neuen autonomen Einheit, in der die ehemaligen Anstalten von Bellechasse und das Zentralgefängnis zusammengeführt wurden. Die Zusammenlegung ermöglicht eine Gesamtverwaltung der 300 Haftplätze, über die der Kanton Freiburg zurzeit verfügt. Bellechasse ist bekanntlich eine offene Strafanstalt und verfügt momentan über 40 Plätze für den vorzeitigen Strafvollzug, 60 Plätze für den geschlossenen Straf- und Massnahmenvollzug und 100 Plätze für den offenen Straf- und Massnahmenvollzug, wovon sich 20 am Standort Tannenhof in 3 Kilometern Entfernung zu den Hauptgebäuden befinden. Das Zentralgefängnis verfügt aktuell über 60 Plätze für die Untersuchungshaft, 15 Plätze für den Vollzug von Freiheitsstrafen, 20 Plätze für die Halbgefangenschaft und das Arbeitsexternat und 5 Plätze für die Administrativhaft. Für die Betreuung dieser 300 Insassen verfügt die FRSA über 178,84 VZÄ (139,44 VZÄ am Standort Bellechasse und 39,4 VZÄ am Standort Zentralgefängnis).

2.2. Gesamtstrategie für die Bauvorhaben im Justizvollzug

Ende 2015 beschloss der Staatsrat eine erste Strategie zur Vollzugsinfrastruktur⁴. Zusätzlich zur Erweiterung des Standorts Bellechasse, die Gegenstand dieses Verpflichtungskredits ist, war in einem zweiten Schritt die Schaffung einer Therapiestation am Standort Bellechasse geplant. Der Ersatz des Zentralgefängnisses wurde als dritte Investition angekündigt.

Infolge des Ausbruchs aus dem Zentralgefängnis und aufgrund der darauf folgenden Expertenanalyse wurde es jedoch notwendig, dieses Untersuchungsgefängnis rascher als geplant zu schliessen.

Der Staatsrat nahm deshalb eine Revision der Vollzugsplanung 2016–2026⁵ vor, die der Grosse Rat am 12. September 2019 zur Kenntnis genommen hat. In den Grundzügen bestätigt diese neue Strategie die Notwendigkeit, als erste Priorität die Pavillonerweiterung, die gesicherten Werkstätten und das Gesundheitszentrum zu bauen. Die Schliessung des Zentralgefängnisses hat jedoch nun gegenüber dem Bau einer Therapiestation an Dringlichkeit gewonnen. Es soll rasch etwas unternommen werden, um das Therapieangebot für Personen im Vollzug einer Massnahme auszubauen.

2.3. Konkretisierung der ersten Etappe notwendig

Die Projekte, die als erste Etappe der Vollzugsplanung vorgesehen und Gegenstand dieser Botschaft sind, müssen konkretisiert werden, um den geordneten Betrieb des Standorts Bellechasse zu garantieren, aber auch um den Bedürfnissen der Strafverfolgung und der Entwicklung der Gefängnisbevölkerung Rechnung zu tragen.

Die Vergrösserung des Pavillons, das für den offenen Strafvollzug bestimmt ist, ermöglicht die Eingliederung der Haftplätze des Tannenhofs (eines sehr veralteten Gebäudes, das den geltenden Normen nicht mehr entspricht) und die strikte Trennung von offenem und geschlossenem Vollzug. Diese beiden Vollzugsformen sind im Zellentrakt zurzeit gemischt.

Das Projekt wurde auch von der Nationalen Kommission zur Verhütung von Folter begrüsst und empfohlen. Diese hatte in ihrem Bericht vom 16. August 2018 die Vermischung der Haftregime in einem Gebäude aus Gründen der Sicherheit und der sozialen Wiedereingliederung für problematisch erklärt.

¹ Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates, 17. Juni 2016, S. 1743–1748.

² Bericht vom 14. Dezember 2015 zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026 (2015-DSJ-265)

³ Gesetz vom 7. Oktober 2016 über den Straf- und Massnahmenvollzug (SMVG; SGF 340.1)

⁴ Bericht vom 14. Dezember 2015 zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026 (2015-DSJ-265)

⁵ Bericht über die Revision der Vollzugsplanung 2016–2026, 2019-DSJ-95

Für die Beschäftigung der 40 Gefangenen im geschlossenen Vollzug, die im Zellentrakt die Plätze der Gefangenen im offenen Vollzug einnehmen werden, müssen ausserdem gesicherte Werkstätten gebaut werden.

Das beträchtliche Wachstum der Gefängnisbevölkerung in den letzten Jahren hat die Betreuung der Gefangenen sowohl auf sicherheitstechnischer wie auch auf medizinischer Ebene anspruchsvoller gemacht. Der medizinische Dienst hat jedoch die Nutzungsgrenzen seiner aktuellen Räumlichkeiten erreicht. Es ist deshalb unerlässlich, eine neue Infrastruktur mit grösserer Aufnahmekapazität vorzusehen, damit das Pflegepersonal seine Aufgabe unter normalen und sicheren Bedingungen erfüllen kann. Die geplante Infrastruktur ist auch notwendig, um die Betreuung der Gefangenen im Vollzug einer stationären therapeutischen Massnahme im Sinne von Art. 59 StGB zu verbessern, ohne die Schaffung einer Therapiestation abzuwarten.

Dank dieses Dekrets wird der Standort Bellechasse zu gegebener Zeit über eine offene Abteilung mit 100 Plätzen (den Pavillon) und über eine geschlossene Abteilung mit 100 Plätzen für den geschlossenen Strafvollzug und den vorzeitigen Strafvollzug verfügen. In der geschlossenen Abteilung wird ein Sektor mit 5 Plätzen speziell als Pufferzone eingerichtet. Diese ist für Gefangene vorgesehen, die eine besondere, besser gesicherte Betreuung erfordern, und für solche, die getrennt untergebracht werden müssen, weil sie auf ihre Einweisung in eine geeignetere Einrichtung warten. Der Zellentrakt des Tannenhofs wird abgerissen und das heutige Gebäude des vorzeitigen Strafvollzugs (VSV) mit seinen 40 Plätzen soll für die Untersuchungshaft umgenutzt werden.

3. Vorstudien

Am 17. Juni 2016 genehmigte der Grosse Rat einstimmig und ohne Enthaltung einen Studienkredit von 1 550 000 Franken¹.

Für die Durchführung der Vorstudien stand die Sicherheits- und Justizdirektion einer Projektoberleitung vor, in der die zukünftigen Nutzer, die Direktion für Gesundheit und Soziales, das Hochbauamt und das Bundesamt für Justiz vertreten waren. Mit Unterstützung des Architekturbüros LZA Architectes SA, das bereits beim Bauprojekt für den vorzeitigen Strafvollzug federführend war, sowie der beauftragten Ingenieurbüros für Tiefbau, Elektrotechnik, Heizungs- und Lüftungstechnik, Sanitäranlagen und Brandschutz konnten das definitive Projekt und der detaillierte Kostenvoranschlag entwickelt und fertiggestellt werden.

Zur Erinnerung: Der Studienkredit, den der Grosse Rat im Juni 2016 genehmigt hat, sah auch einen Umbau der bestehenden Küche am Standort Bellechasse vor, um sie mit den

geltenden Bestimmungen in Einklang zu bringen und ihre Kapazität für die Zubereitung der zusätzlich benötigten Mahlzeiten zu erhöhen. Im Lauf der Projektentwicklung verdreifachten sich jedoch die geschätzten Baukosten, weil die technischen Herausforderungen viel grösser waren als erwartet. Da sich die Überlegungen zur Zukunft des Zentralgefängnisses überdies beschleunigt haben, wurde es als sinnvoller erachtet, im Rahmen dieses Verpflichtungskredits auf umfangreiche und kostspielige Renovationsarbeiten, die zudem eine nur mittelmässig funktionale Infrastruktur zum Ergebnis hätten, zu verzichten. Im Gegensatz dazu wäre der Bau einer vollkommen zweckmässigen neuen Küche in einem neuen Gebäude nicht teurer als eine Renovation. Deshalb wurde beschlossen, den Ersatz der aktuellen Küche in den Studienkredit zu integrieren, der die Schliessung des Zentralgefängnisses zum Gegenstand hat (s. Projektierungskredit für die Konkretisierung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026).

Die Arbeiten zur Anpassung des Zellentrakts und die Instandstellung von Telefonie und Funk für den gesamten Standort Bellechasse waren hingegen im Rahmen des Projektierungskredits nicht vorgesehen. Anstatt diese beachtlichen Ausgaben über das jährliche Budget für die Laufende Rechnung zu finanzieren, hat der Staatsrat beschlossen, die Gelegenheit zu nutzen und sie stattdessen in den vorliegenden Investitionsrahmenkredit aufzunehmen (s. Punkt 4.4).

Wie der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026 zu entnehmen ist, kann das VSV-Gebäude in Zukunft hauptsächlich für die Untersuchungshaft genutzt werden, da es nicht nötig ist, die Gesamt-Vollzugskapazität unseres Kantons zu erhöhen. Dies hat eine teilweise Rückerstattung der Bundessubvention zur Folge, die der Kanton seinerzeit erhalten hatte (s. Punkt 5.1).

4. Projektbeschreibung

4.1. Bau der Pavillonenerweiterung

Die zweite Etappe besteht im Bau eines neuen Gebäudeflügels im rechten Winkel zum Pavillon, der 66 Zellen – darunter eine behindertengerechte – und einen Gemeinschaftsraum umfasst. Damit die Zellen des bestehenden Gebäudes optimal mit dem neuen Flügel verbunden werden können, müssen 6 bestehende Zellen aufgehoben werden. Deshalb sind in der Erweiterung anstelle der ursprünglich vorgesehenen 60 Zellen nun insgesamt 66 geplant. Zudem muss aus Gründen der technischen Sicherheit und zur Einhaltung der geltenden Normen der Zugang zum Dach über eine Service-Treppe sichergestellt werden. Das Bauprojekt für die neuen Haftplätze des Pavillons besteht aus einem zentralen Flur mit Zellen zu beiden Seiten. Die Einfachheit dieser Anordnung in der Verlängerung des bestehenden Gebäudes ergibt ein sehr rationelles Projekt, mit dem sich die nötigen Investitionen

¹ Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates, 16. Juni 2016, S. 1748.

begrenzen lassen. Ebenfalls vorgesehen sind Räumlichkeiten, in denen sich die Gefangenen nach der Arbeit duschen und umziehen können.

Neben dem Pavillon soll zudem ein allein stehendes Empfangsgebäude entstehen, das den Essraum, den Empfang und die Besuchsräume für die Gefangenen im offenen Vollzug umfassen soll. Ziel ist es, dass Personen, die von gelockerten Vollzugsbedingungen profitieren, ihren Status durch die räumliche Abgrenzung stärker wahrnehmen. Die Gefangenen des Pavillons werden demnach über einen separaten Zugang in den Essraum gelangen.

4.2. Bau der gesicherten Werkstätten

Das Projekt sieht die Schaffung von gesicherten Werkstätten mit 50 Arbeitsplätzen für den geschlossenen Vollzug vor. Dabei handelt es sich um 40 neue Plätze für die Gefangenen, die zusätzlich im geschlossenen oder vorzeitigen Vollzug im Zellentrakt untergebracht werden sollen, und um den Ersatz von 10 weiteren Arbeitsplätzen, die bei der Umgestaltung aufgehoben werden. Um eine Durchmischung der Insassen aus dem offenen und geschlossenen Vollzug zu vermeiden, muss aus Organisations- und Sicherheitsgründen ein Spazierhof gebaut werden. Dieser kommt dort zu liegen, wo sich heute die Kerzen-Werkstätte mit ihren 10 Arbeitsplätzen befindet. Die neuen Werkstätten werden in einer grossen Halle angeordnet, die sich in drei Bereiche mit je eigenem Eingang unterteilen lässt. In der Halle wird es zudem eine offene Galerie mit Personalräumen und Flächen für die Lagerung von Material geben. Ausserdem ist die Höhe der Halle so geplant, dass ein neuer Laufkran installiert werden kann, was eine Mehrfachnutzung der Werkstätten erlaubt.

4.3. Bau des Gesundheitszentrums

Das Projekt sieht die Schaffung eines Gesundheitszentrums in einem neuen, eigenen Gebäude vor. Dieses soll neben dem heutigen VSV-Gebäude zu liegen kommen. Die Lösung eines freistehenden Gesundheitszentrums hat den Vorteil, dass eine einzige medizinische Beratungsstelle für alle Gefangenen, die ihre Strafe oder Massnahme am Standort Bellechasse vollziehen, geschaffen wird.

Darin untergebracht sind u. a. zwei Wartezimmer, damit die Gefangenen nach Haftregime getrennt werden können (was das Risiko von verbotenen Handel und die Kollisionsgefahr verringert), und ein Raum, in dem Gefangene vor einer Hospitalisierung einige Stunden medizinisch überwacht werden können. Für die eigentlichen Konsultationen wird den somatischen Ärztinnen und Ärzten ein Untersuchungszimmer, ein Physiotherapieraum und ein Raum für dringende Zahnbehandlungen zur Verfügung stehen. Für die psychiatrische und psychologische Behandlung sind drei Räume vorgesehen. Zusätzlich zum Raum für die Apotheke werden

im neuen Gesundheitszentrum auch ein Büro für die Verteilung der Medikamente ausserhalb der fixen Behandlungen und für Untersuchungen durch das Pflegepersonal (kleinere Verletzungen und Erkrankungen, Fragen zu Behandlungen, Terminvereinbarung usw.) untergebracht. Ein Labor für Basisanalysen (Blut und Urin) und ein Röntgenzimmer vervollständigen das Raumprogramm. Dazu sei angemerkt, dass die meisten Vollzugsanstalten über die entsprechenden Geräte verfügen. Die Anschaffung eines Röntgengeräts soll über den vorliegenden Verpflichtungskredit finanziert werden und die Zahl der medizinischen Transporte aus Bellechasse hinaus verringern. Schliesslich wird es dank eines neuen Aufzugs möglich sein, Verletzte auf einer Bahre in wartende Krankenwagen zu evakuieren.

Die Verbindung zwischen und der Zugang zu den verschiedenen Zellengebäuden und dem neuen Gebäude erfolgen für die Gefangenen über den bestehenden, unterirdischen Verbindungsgang, der verlängert wird. Das Untergeschoss, das nun im Hinblick auf eine zukünftige Erweiterung ganz aufgehoben wird, ist so konfiguriert, dass allfällige Verbindungen, die vielleicht später hinzukommen, nicht beeinträchtigt werden.

Die Räumlichkeiten des heutigen Gesundheitsdienstes werden teilweise weiterhin für die medizinischen Bedürfnisse der Insassen im Zellentrakt genutzt. So werden die Pflegefachpersonen in einem Raum weiterhin Basis-Untersuchungen (Verband, Blutentnahme, medizinische Ratschläge) durchführen. Dabei nehmen sie eine erste Triage der im Zellentrakt untergebrachten Gefangenen vor, wie dies auch in den anderen Gebäuden gemacht wird. Ein weiterer Raum soll für die Lagerung und Verwaltung der Medikamente für die Wochenspender in den Verteilwagen genutzt werden. Ein Raum ist für psychiatrische Notsprechstunden für Gefangene in Krisensituationen und für Gruppentherapien vorgesehen. Dadurch wird insbesondere die Betreuung von Personen im Vollzug einer therapeutischen Massnahme verbessert. Schliesslich soll ein Raum für das Waschen, die Lagerung und die Verteilung von Speisen im Wasserbad sowie mit einer Selbstbedienungs-Theke ausgerüstet werden.

Im Übrigen müssen die für das Gesundheitszentrum vorgesehenen Räumlichkeiten nicht weiter angepasst werden, wenn sich die Pläne für den Umzug des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse konkretisieren. Es ist nämlich vorgesehen, dass die Untersuchungshäftlinge diese Räumlichkeiten nur für besondere Behandlungen (namentlich Zahnbehandlungen und Röntgen) nutzen. Um den besonderen Bedürfnissen der Personen, die grundsätzlich übergangslos neu inhaftiert werden, Rechnung zu tragen, wird die neue Struktur, wie zurzeit das Zentralgefängnis, über ein eigenes Untersuchungszimmer verfügen müssen (s. Projektierungskredit im Hinblick auf die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026).

4.4. Renovation und Anpassung des Zellentrakts

Wie oben erwähnt (s. Punkt 3) und obwohl dies zum Zeitpunkt des Projektierungskredits nicht vorgesehen war, sollte der vorliegende Verpflichtungskredit auch dazu genutzt werden, den Zellentrakt zu modernisieren und notwendige, aber relativ umfassende Unterhaltsarbeiten durchzuführen.

In den vergangenen Jahren sind in diesem Gebäude nur die Zellen der dritten und vierten Etage renoviert worden. In den übrigen Teilen des Gebäudes machen sich langsam Alterserscheinungen und sogar Anzeichen von Baufälligkeit bemerkbar, die dringende Renovationsarbeiten erfordern.

So müssen die Duschen modernisiert werden, weil aufgrund ihrer Ausgestaltung die Installation von Lüftungen nicht möglich ist, was einen starken Schimmelbefall zur Folge hat. Ausserdem entsprechen ihre Anzahl und Grösse nicht mehr den vom Bundesamt für Justiz festgelegten Normen.

Der bestehende Aufzug entspricht ebenfalls nicht mehr den Sicherheitsstandards. Da die jährlichen Unterhaltskosten und die zukünftigen Investitionen relativ hoch sind, stellt der Bau eines neuen Aufzugs die beste Lösung dar. Dabei kann er zudem so vergrössert werden, dass es möglich ist, eine verletzte Person auf einer Bahre darin zu transportieren.

Mit dem Ziel, eine grosse Verschwendung von Lebensmitteln zu verhindern, wurde zudem ein neues Konzept für die Mahlzeitenverteilung entwickelt. Dieses sieht eine individuelle Verteilung der Mahlzeiten mit Hilfe eines Raums für das Regenerieren der Mahlzeiten vor. Dies erfordert einige Anpassungen am Gebäude.

Im geschlossenen Vollzug des Zellentrakts sollen zukünftig mehr Gefangene, einschliesslich solcher im vorzeitigen Strafvollzug, untergebracht werden. Zur Verbesserung der Sicherheit, soll die Fassade dieses Gebäudes mit Lasern überwacht werden, die bei einer Bewegung sofort den Alarm in der Zentrale auslösen. Aus Sicht der praktischen Umsetzung und aus Sicht der Investitionskosten stellt dies die beste Lösung dar.

Mit der Zunahme der Plätze im geschlossenen Vollzug müssen auch die Weiterbildungsmöglichkeiten für die Gefangenen ausgebaut und deshalb ein neuer Schulungsraum eingerichtet werden.

Weiter ist auch der Standort der Sonderzellen zu überdenken. Konkret ist es notwendig, eine der beiden aktuellen «Krankenzellen»¹ und die Zelle für behinderte Personen an einen besser geeigneten Ort zu verlegen, der eine Isolierung der Gefangenen erlaubt. Ausserdem sollen einige Dreierzellen in Einzel- und Doppelzellen für die Überwachung bei

Suizidgefahr und für Kurzstrafen umgenutzt werden. Alle diese Änderungen erleichtern das Management der Gefangenen. Nach der Anpassung des obgenannten Bereichs können ausserdem zwei Garderoben geschaffen werden.

Zu den Projektkosten kommt schliesslich ein Betrag von 575 000 Franken für die Anschaffung eines neuen Telefon- und Funksystems für das Personal und für die Migration der internen Gegensprechanlage des Zellentrakts hinzu. Das heutige System hat seine Grenzen erreicht: So kann zum Beispiel in manchen Notsituationen keine direkte Verbindung hergestellt werden. Die alten Telefone lassen sich zudem nicht mehr reparieren. Gleichzeitig werden bereits mehrere Gerätegenerationen nebeneinander betrieben, was schwer zu handhaben ist.

4.5. Energieversorgung und technische Anlagen

Der gesamte Standort Bellechasse wird bereits von einem System zur Wärmeerzeugung mit Holz versorgt, dank dem die Anstalt einen kostengünstigen, lokalen Rohstoff verwenden kann. Die drei neuen Bauvorhaben dieser Botschaft, d. h. die Erweiterung des Pavillons, das Gesundheitszentrum und die gesicherten Werkstätten, müssen alle an die bestehende Fernheizung angeschlossen werden. Das Fernheizungsnetz wird dabei jedes Mal vervollständigt, um eine gewisse Flexibilität zu bewahren, damit nach Bedarf neue Projekte integriert werden können. Die in der vorliegenden Botschaft vorgestellten Projekte entsprechen in Sachen Energieverbrauch tendenziell dem Standard Minergie P. Jedes Teilprojekt verfügt über ein Wärmeerzeugungs-Unterwerk, mit dem der Wärme- und Warmwasserverbrauch dem Bedarf entsprechend gesteuert werden kann. Im Innern der Gebäude sind die technischen Anlagen für die Wärmeverteilung, die kontrollierte Belüftung, die Sanitäranlagen und die elektrische Anlage so konzipiert, dass sie den erhöhten Anforderungen an die Sicherheit einer Strafanstalt entsprechen. Beim Projekt der elektrischen Anlagen umfasst der Kostenvoranschlag die Installation von Solarzellen für einen geschätzten Gesamtbetrag von 600 000 Franken.

4.6. Bodenbeschaffenheit

Die geologische Untersuchung hat bestätigt, dass die Tragfähigkeit des Bodens gering ist und dass zwei Grundwasserbecken vorhanden sind. Wie bei allen bestehenden Gebäuden am Standort Bellechasse müssen Pfähle eingesetzt werden, um einen härteren Untergrund zu erreichen und die Lasten so gleichmässig zu verteilen.

¹ In Zukunft ist nur noch eine Krankenzelle erforderlich. Es handelt sich um eine besondere Zelle, in der kranke Gefangene, die das Anstaltspersonal ganz einfach stärker überwachen muss, isoliert werden können.

4.7. Struktur und Materialien

Bei der Wahl der Materialien wird ein besonderer Schwerpunkt auf die Aspekte Sicherheit und Nachhaltigkeit gelegt. Die vorgeschlagenen Strukturen sind grundsätzlich einfach und rational. Für die Mauern und Decken der Zellen ist armerter Beton geplant, während für den Boden ein weicher Industriebelag aus Kunstharz gewählt wurde, um einen einfachen Unterhalt und gleichzeitig eine hohe Abnutzungsbeständigkeit sicherzustellen. Alle Fenster, die den Sicherheitsvorschriften unterliegen, bestehen wie die übrigen aus Stahl und sind wie die bestehenden Fenster mit stählernen Gittern ausgestattet. Der Einzug von Zwischendecken beschränkt sich auf die Bereiche, in denen die Akustik eine besondere Rolle spielt, sowie auf die besonderen Versorgungsbereiche der technischen Heizungs- und Lüftungsanlagen. Soweit möglich werden die Dächer der Gebäude begrünt, um die Retention des Regenwassers zu ermöglichen.

5. Kostenschätzung und Finanzierung

5.1. Voranschlag für die Bauarbeiten

Insgesamt belaufen sich die Kosten für die Erweiterung des Pavillons, für den Bau der gesicherten Werkstätten und des Gesundheitszentrums und für die Anpassung des Zellentrakts auf 34 427 400 Franken.

Zu diesem Betrag kommen Leistungen Dritter für die Sicherung der Baustelle hinzu, die auf 800 000 Million Franken veranschlagt werden. Da die Anstalt auch während der Bauphase in Betrieb bleibt, müssen private Sicherheitsdienstleistungen in Anspruch genommen werden, die rund 400 000 Franken¹ pro Jahr kosten, was für die Bauphase einem Gesamtbetrag von 800 000 Franken einschliesslich einer kleinen Reserve entspricht.

Der Gesamtkostenvoranschlag beläuft sich auf 35 227 400 Franken mit einem Genauigkeitsgrad von +/-15% und präsentiert sich wie folgt:

> Erweiterung des Pavillons	Fr. 17 623 000
> Gesicherte Werkstätten	Fr. 6 396 000
> Gesundheitszentrum	Fr. 7 033 000
> Anpassung und Renovation Zellentrakt	Fr. 3 375 400
> Leistungen Dritter zur Sicherung der Baustelle	Fr. 800 000
> Total	Fr. 35 227 400

Der allgemeine Kostenvoranschlag für das gesamte Bauvorhaben sieht wie folgt aus:

a) Erweiterung des Pavillons

Baukostenplan (BKP)

BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	Fr. 945 400
BKP 2	Gebäude	Fr. 13 629 400
BKP 3	Betriebsausstattung	Fr. 285 000
BKP 4	Umgebung	Fr. 732 100
BKP 5	Baunebenkosten	Fr. 381 100
BKP 6	Verschiedenes und Unvorhergesehenes	Fr. 1 010 000
BKP 9	Möbliering	Fr. 640 000

Voranschlag für den Bau Fr. 17 623 000

b) Gesicherte Werkstätten

Baukostenplan (BKP)

BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	Fr. 370 000
BKP 2	Gebäude	Fr. 4 234 000
BKP 3	Betriebsausstattung	Fr. 200 000
BKP 4	Umgebung	Fr. 972 000
BKP 5	Baunebenkosten	Fr. 215 000
BKP 6	Verschiedenes und Unvorhergesehenes	Fr. 300 000
BKP 9	Möbliering	Fr. 105 000

Voranschlag für den Bau Fr. 6 396 000

c) Gesundheitszentrum

Baukostenplan (BKP)

BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	Fr. 343 200
BKP 2	Gebäude	Fr. 4 333 000
BKP 3	Betriebsausstattung	Fr. 685 000
BKP 4	Umgebung	Fr. 268 600
BKP 5	Baunebenkosten	Fr. 193 200
BKP 6	Verschiedenes und Unvorhergesehenes	Fr. 350 000
BKP 9	Möbliering	Fr. 860 000

Voranschlag für den Bau Fr. 7 033 000

¹ Kosten berechnet mit einem Tarifansatz von 45 Franken pro Stunde, 7 Tage die Woche, rund um die Uhr

d) Renovation und Anpassung des Zellentrakts

Baukostenplan (BKP)

BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	Fr.	120 000
BKP 2	Gebäude	Fr.	2 222 000
BKP 3	Betriebsausstattung	Fr.	654 000
BKP 4	Umgebung	Fr.	0
BKP 5	Baunebenkosten	Fr.	62 000
BKP 6	Verschiedenes und Unvorhergesehenes	Fr.	198 900
BKP 9	Möblierung	Fr.	118 500

Voranschlag für den Bau Fr. 3 375 400

5.2. Baunebenkosten

Neben dem Kostenvoranschlag für die verschiedenen Gebäude sind im Verpflichtungskredit zusätzliche Beträge für die Rückerstattung einer Bundessubvention und für den Abbruch des Tannenhofs vorzusehen.

Die Umnutzung des VSV-Gebäudes für den Straf- und Massnahmenvollzug hat nämlich zur Folge, dass dem Bund eine Subvention rückerstattet werden muss, die dieser nach Abschluss der Bauarbeiten überwiesen hatte. Die entsprechenden Berechnungen haben einen Betrag von 3,654 Millionen Franken ergeben¹.

Der Abbruch des Tannenhofs, der dank der Pavillon-Erweiterung ausser Betrieb genommen werden kann, wird Zusatzkosten von geschätzten 500 000 Franken zur Folge haben.

5.3. Gesamtkosten

Der Baukostenvoranschlag und die Baunebenkosten ergeben einen Gesamtbetrag von 39 381 400 Franken, der sich aus der Summe des Voranschlags für den Bau in der Höhe von 35 227 400 Franken, der Rückerstattung der Bundessubvention von 3 654 000 Franken und des Abbruchs des Tannenhofs im Betrag von 500 000 Franken ergibt.

5.4. Finanzierung

Die Investitionen werden gemäss der Verordnung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements über die Baubeiträge des Bundes an Einrichtungen für den Straf- und Massnahmenvollzug vom 19. November 2011 (SR 341.14) mit einer Bundessubvention unterstützt. Auf der Grundlage der

¹ Der Bund hat einen Gesamtbeitrag von 6 089 571 Franken zum VSV-Gebäude geleistet. Wenn das Gebäude innerhalb von 20 Jahren für andere Zwecke, z.B. für die Untersuchungshaft oder die Administrativhaft, genutzt wird, so ist der Beitrag zum Gebäude gemäss Art. 12 des Bundesgesetzes vom 5. Oktober 1984 über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug (LSMG) in Anteilen für jedes verbleibende Jahr zurückzuerstatten. Ausschlaggebend ist das Datum der Endabrechnung vom 21.12.2016: Ab diesem Datum wird der Baubeitrag zu 5% pro Jahr amortisiert.

angekündigten Kosten für die in dieser Botschaft beschriebenen Bauvorhaben schätzt das Bundesamt für Justiz, dass ein Betrag von 9 222 000 Franken gewährt wird, was ungefähr 35% der anerkannten Kosten entspricht². Diese Informationen garantieren jedoch nicht die automatische Gewährung einer Bundessubvention. Der geschätzte Betrag der Subvention stützt sich einzig auf die zu diesem Projektzeitpunkt gelieferten Zahlen und kann sich je nach Entwicklung des Projekts jederzeit ändern.

Im Übrigen umfassen die auf 39 381 400 Franken geschätzten Gesamtkosten den Studienkredit von 1 550 000 Franken für die Projektierung, den der Grosse Rat per Dekret vom 17. Juni 2016 gewährt hat, und die Arbeiten im Wert von 950 000 Franken, welche die Freiburger Strafanstalt ausführen wird.

So beläuft sich der Rahmenkredit für die Realisierung des gesamten Programms schliesslich auf 27 659 400 Franken:

Gesamtkosten	Fr.	39 381 400
Studienkredit, am 17. Juni 2016 vom Grossen Rat genehmigt	Fr.	- 1 550 000
Bundessubvention	Fr.	- 9 222 000
<hr/>		
von Bellechasse ausgeführte Arbeiten	Fr.	- 950 000
<hr/>		
Verpflichtungskredit:	Fr.	27 659 400

5.5. Kostenentwicklung

Als der Projektierungskredit gewährt wurde, ergab die erste Schätzung der Gesamtkosten mit dem Projekt zur Renovation der Küche, aber ohne Anpassung und Renovation des Zellentrakts und ohne die Anschaffung eines neuen Telefonsystems einen Betrag von 20,75 Millionen Franken. Die Schätzung basierte auf einem Betriebs- und Standortschema. Die Weiterentwicklung des Projekts mit den Verantwortlichen der verschiedenen Abteilungen des Standorts Bellechasse und mit Unterstützung der spezialisierten Ingenieure erlaubte eine genauere Bestimmung der Kosten. Die Auswirkungen des Projekts auf das bestehende unterirdische Infrastrukturnetz und die Umbauten im Zusammenhang mit der Verbindung der Bauvorhaben mit den bestehenden Gebäuden erklären zum Teil die Erhöhung des Kostenvoranschlags. Das Bundesamt für Justiz ist trotz der Erhöhung des Kostenvoranschlags der Ansicht, dass die kumulierten Kosten der verschiedenen Projekte gemessen an seinem Pauschalsubventionierungssystem immer noch ein gutes Preis/Leistungs-Verhältnis ergeben.

² BKP 5 Baunebenkosten, BKP 6 Verschiedenes und Unvorhergesehenes und BKP 9 Möblierung werden bei der Berechnung der Subvention vom Bund nicht berücksichtigt. Im Übrigen werden einige Bestandteile pauschal subventioniert.

Da für den Moment darauf verzichtet wurde, die Vollzugskapazitäten des Kantons zu erhöhen, wird Freiburg dem Bund eine in Zusammenhang mit dem VSV geleistete Subvention von 3,654 Millionen Franken zurückerstatten müssen, was 2016 nicht vorhersehbar war.

Ausserdem wurde das Projekt insofern weiterentwickelt, als nun zukünftige Bauarbeiten am Standort Bellechasse berücksichtigt werden. Gemeint sind insbesondere der Totalausbau des Gesundheitszentrums (für einen Zusatzbetrag von 373 500 Franken) oder auch die Ausrichtung der Kanalisation auf eine spätere Erweiterung. Wie bereits erwähnt wird jedoch auf die Renovation der bestehenden Küche verzichtet (s. Punkt 3). Stattdessen werden im Rahmen des Projektierungskredits für den Ersatz des Zentralgefängnisses die Kosten für die Schaffung einer Lebensmittelzentrale evaluiert (s. Botschaft zum Projektierungskredit im Hinblick auf die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2016). Die Finanzierung des neuen Telefonsystems sowie die Anpassung und Renovation des Zellentrakts für einen Zusatzbetrag von 3,375 Millionen Franken sind dagegen neu in diesem Verpflichtungskredit vorgesehen.

In diesen Investitionskredit wurde ausserdem ein Betrag von 800 000 Franken für die Sicherung der Baustelle (s. Punkt 5.1) aufgenommen, was zunächst ebenfalls nicht vorgesehen war. Diese Massnahme ist jedoch insofern notwendig, als der Standort während der Projektumsetzung weiterbetrieben werden muss.

6. Finanzielle Auswirkungen

Was die Betriebskosten angeht, haben die geplanten Neubauten am Standort Bellechasse langfristig keine wesentlichen Zusatzausgaben zur Folge, da es keine zusätzlichen Gefangenen geben wird. Das Personal wird jedoch über eine verbesserte Infrastruktur verfügen. Mit den neuen Werkstätten wird die FRSA mehr Rohmaterial bestellen, doch die entsprechenden Mehrausgaben dürften durch zusätzliche Einnahmen kompensiert werden. Auf Betriebsebene wird das aktuelle Personal auch in Zukunft das Facility Management sicherstellen.

Im Übrigen können in Zukunft 250 000 Franken für Leistungen Dritter, die bis jetzt für die Bewachung des Tannenhofs eingesetzt wurden, eingespart werden und zwar sobald der Betrieb des Gebäudes eingestellt ist. Zudem werden die eingesparten Betriebskosten des Tannenhofs die Zusatzkosten decken, die bei der Erweiterung des Pavillons entstehen.

Obwohl sich das Projekt der Therapiestation verzögert, muss die Betreuung der Personen im Vollzug einer Massnahme im Sinne von Artikel 59 StGB, die bereits am Standort Bellechasse inhaftiert sind, unverzüglich verbessert werden. Dies wird insbesondere über einen Ausbau der medizinischen Leistungen des Freiburger Netzwerks für psychische

Gesundheit (FNPG) erfolgen. Der Vertrag zwischen dem Netzwerk und der FRSA wird derzeit revidiert. Zum jetzigen Zeitpunkt sind beim FNPG zusätzliche Ressourcen geplant. Deren Finanzierung müsste die FRSA übernehmen. Gleichzeitig werden bei der Sicherheits- und Justizdirektion und bei der Direktion für Gesundheit und Soziales zurzeit Möglichkeiten geprüft, mit denen sich die Einweisung in ausserkantonale spezialisierte Einrichtungen so weit wie möglich begrenzen liessen (namentlich bei Personen, die zu einer Massnahme im Sinne von Art. 56 ff. StGB verurteilt wurden). Da solche Einweisungen extrem kostspielig sind¹, soll ermittelt werden, wie und zu welchen Kosten eine solch hochspezialisierte Betreuung möglichst im Kanton Freiburg sichergestellt werden könnte. In diesem Zusammenhang werden die Leistungen des FNPG unter den Aspekten Sicherheit und Angebot geprüft.

7. Zeitplan und Umsetzungsprozess

Für die Umsetzung dieses lange erwarteten Projekts, für das der Grosse Rat einen Projektierungskredit von 1 550 000 Franken gesprochen hatte, hat der Staat ein offenes Ausschreibungsverfahren eröffnet, mit dem Ziel, die Bauvorhaben mit Ausnahme der Anpassung des Zellentrakts von einem Totalunternehmer realisieren lassen zu können. Zwar konnte in diesem Verfahren die Kostenschätzung des Architekten bestätigt werden, der Zuschlag für die Projektumsetzung konnte hingegen noch nicht erteilt werden, weil das einzige Unternehmen, das sich fristgerecht darum bewarb, weder über die Erfahrung noch über die nötigen Kompetenzen für so umfangreiche und komplexe Bauarbeiten verfügt. Es ist deshalb vorgesehen, nun ausnahmsweise ein freihändiges Verfahren durchzuführen, damit die Bauausführung als Totalunternehmerauftrag an ein Unternehmen mit Erfahrung im Gefängnisbau vergeben werden kann. Im Übrigen wurde für die Erweiterung des Pavillons und für das Gesundheitszentrum bereits je ein Vorprüfungsgesuch eingereicht. Ziel ist es, die Baubewilligungen im Verlauf des ersten Quartals 2020 zu erhalten. Sofern der Verpflichtungskredit gewährt wird, das Zuschlagsverfahren und die Bewilligungsgesuche erfolgreich sind und die Baubewilligung erteilt wird, dürften die Arbeiten mindestens 20 Monate dauern und zwischen August 2021 und März 2023 erfolgen.

8. Referendum und weitere Auswirkungen

Der Verpflichtungskredit übersteigt den in Artikel 46 der Verfassung vorgesehenen Grenzwert (¼% der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung) und unterliegt dem fakultativen Finanzreferendum. Er wird getrennt vom Projektierungskredit über den Ersatz des Zentralgefängnisses

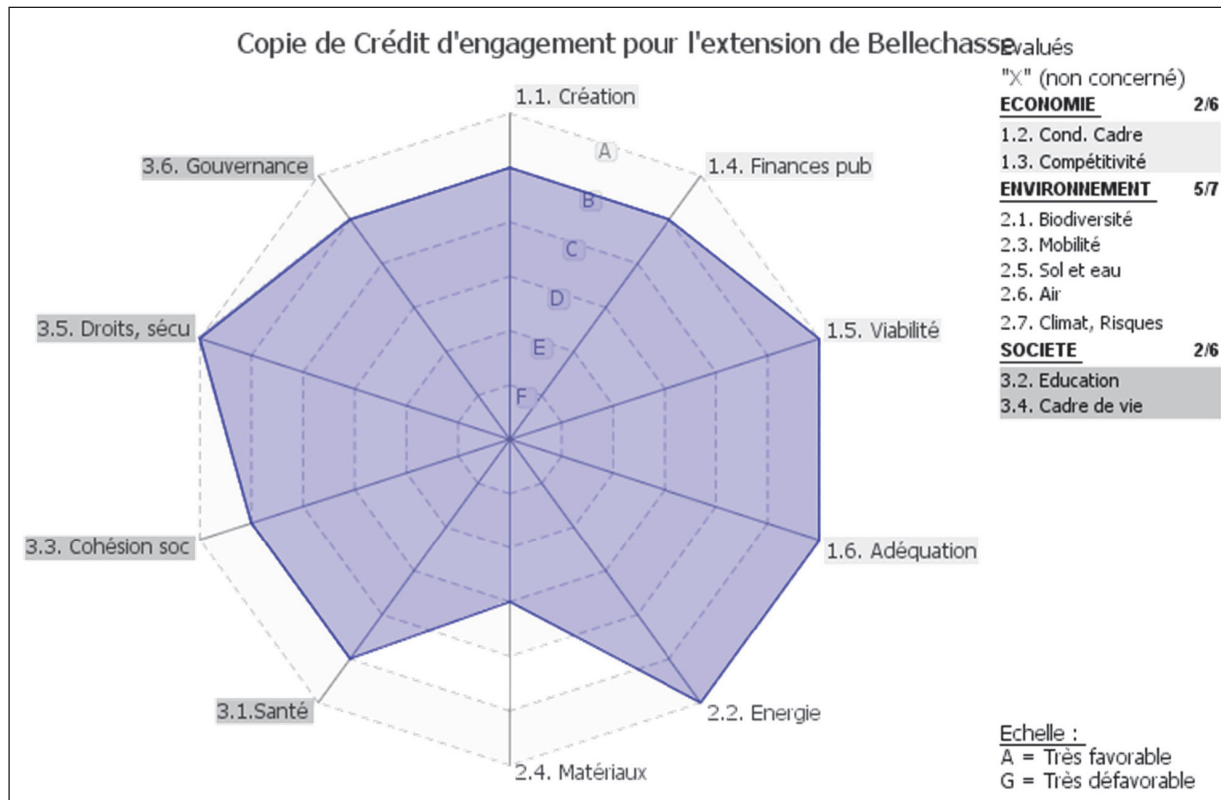
¹ Eine gefangene Person im Vollzug einer therapeutischen Massnahme wird ab 2021 bei Curabilis grundsätzlich 478 150 Franken pro Jahr kosten.

präsentiert, da mit den beiden Geschäften verschiedene Ziele verfolgt werden.

Wegen der Höhe des Ausgabenbetrags muss der Dekretsentwurf nach Artikel 141 Abs. 2 Bst. a des Gesetzes vom 6. September 2006 über den Grossen Rat von dessen Mitgliedern mit qualifiziertem Mehr angenommen werden.

Der vorliegende Entwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden und bereitet keine Probleme bezüglich der Vereinbarkeit mit EU-Recht.

Die Prüfung der Nachhaltigkeit des Bauvorhabens ergibt für die relevanten Evaluationskriterien von Boussole21 ein sehr positives Ergebnis.



9. Fazit

Das in dieser Botschaft vorgestellte Projekt ist das Ergebnis der Überlegungen und Arbeiten von über vier Jahren. Der Staatsrat hat es nun zu einer Priorität erklärt. Die Erweiterung steht im Einklang mit der Entwicklung der Gefängnisbevölkerung im Kanton Freiburg. Zudem garantiert die Schaffung eines Gesundheitszentrums in einem eigenen Gebäude eine effiziente Behandlung unter angemessenen und sicheren Bedingungen. Unter Berücksichtigung der Bundessubvention und der Arbeiten, welche die Freiburger Strafanstalt selbst ausführen kann, sind die Investitionskosten angesichts der Notwendigkeit des hier präsentierten Projekts akzeptabel. Aus diesen Gründen empfiehlt Ihnen der Staatsrat, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge

1. Pläne
2. Kostenübersicht
3. Bericht Kompass21

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
en vue de la réalisation de la première étape
de la planification pénitentiaire 2016–2026**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);
Vu le message 2017-DSJ-150 du Conseil d'Etat du 16 décembre 2019;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ La réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026, qui comprend la construction d'une extension du pavillon, la construction d'ateliers sécurisés, la création d'un centre médical et une adaptation du bâtiment cellulaire, sur le site de Bellechasse, est approuvée.

**Dekret über einen Verpflichtungskredit
für die Umsetzung der ersten Etappe
der Vollzugsplanung 2016–2026**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);
nach Einsicht in die Botschaft 2017-DSJ-150 des Staatsrats vom 16. Dezember 2019;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026, welche die Erweiterungen des Pavillons, den Bau von gesicherten Werkstätten, die Schaffung eines Gesundheitszentrums und eine Anpassung des Zellentrakts am Standort Bellechasse umfasst, wird genehmigt.

Art. 2

¹ Le coût de réalisation de ce projet est estimé à 37 831 400 francs. Le crédit d'étude de 1 550 000 francs décidé par décret du 17 juin 2016 est utilisé pour les études préparatoires. Le coût global des constructions et transformations s'élève ainsi à 39 381 400 francs.

Art. 3

¹ Un crédit cadre de 27 659 400 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la part cantonale de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026.

² La part du crédit non couverte est assurée par une participation financière de la Confédération, estimée à 9 222 000 francs, et par des travaux en nature de l'Etablissement de détention fribourgeois, estimés à 950 000 francs.

³ L'Administration des finances est autorisée à faire l'avance de la subvention fédérale, jusqu'à concurrence du montant indiqué à l'alinéa 2.

Art. 4

¹ Les crédits de paiement nécessaires sont portés aux budgets annuels du Service des bâtiments pour les années 2020 à 2025, sous la rubrique EBEL-3365/5040.000, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 5

¹ Les dépenses prévues à l'article 3 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

Art. 6

¹ Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1^{er} avril 2019 et établi à 99,6 points dans la catégorie «Construction d'immeubles administratifs – Espace Mittelland» (base octobre 2015 = 100 pts).

Art. 2

¹ Die Baukosten des Projekts werden auf 37 831 400 Franken geschätzt. Der Studienkredit von 1 550 000 Franken, der per Dekret vom 17. Juni 2016 genehmigt wurde, wird für die Vorstudien verwendet. Die Gesamtkosten der Bau- und Umbauarbeiten belaufen sich auf 39 381 400 Franken.

Art. 3

¹ Für die Finanzierung des kantonalen Anteils der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wird bei der Finanzverwaltung ein Rahmenkredit von 27 659 400 Franken eröffnet.

² Der Betrag, der nicht durch den Rahmenkredit gedeckt ist, wird über einen Beitrag des Bundes von rund 9 222 000 Franken und über Sachleistungen der Freiburger Strafanstalt im Wert von rund 950 000 Franken finanziert.

³ Die Finanzverwaltung wird ermächtigt, den Bundesbeitrag bis zum Betrag nach Absatz 2 vorzuschüssen.

Art. 4

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle EBEL-3365/5040.000 in die Jahresvoranschläge des Hochbauamts für die Jahre 2020–2025 eingetragen und entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 5

¹ Die Ausgaben nach Artikel 3 werden in der Staatsbilanz aktiviert und gemäss Artikel 27 FHG abgeschrieben.

Art. 6

¹ Die Schätzung der Gesamtkosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) am 1. April 2019 von 99,6 Punkten in der Kategorie «Bau von Verwaltungsgebäuden – Mittelland» (Grundlage Oktober 2015 = 100 Pkt.).

² Le coût des travaux sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

² Die Kosten für die Bauarbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.